



CHAPITRE 246

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE DIOCÉSAINES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
des compagnies d'assurance diocésaines.

2. Le ministre titulaire et les marguilliers de pas moins de neuf congrégations dans tout diocèse de l'église ^{Formation de compa-} anglicane de la province, peuvent, avec l'approbation de l'évêque du diocèse, établir une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, sous le nom de "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du diocèse de (*nom du diocèse*)". S. R. (1909), 7070.

3. La compagnie est établie de la manière suivante: ^{Déclaration}
Une déclaration en double est signée par le ministre ^{signée par}
titulaire et les marguilliers de pas moins de neuf congré- ^{les fonda-}
gations dans le même diocèse et porte l'approbation ^{teurs.}
écrite de l'évêque du diocèse.

Cette déclaration énonce:

Le nom de la compagnie;

L'endroit où se trouvera le bureau principal de la compagnie;

L'espèce et le caractère des risques, qui seront limités aux suivants ou à l'un d'eux: églises, presbytères, chambres, salles ou maisons paroissiales, bâtiments scolaires sous le contrôle de toute église, et autres bâtiments en dépendant et leur mobilier;

Les noms des directeurs qui ne seront pas moins de trois ni plus de neuf. S. R. (1909), 7071.

4. L'un des doubles de cette déclaration est déposé ^{Dépôt de la}
au bureau du régistrateur de la division d'enregistre- ^{déclaration}
ment où doit être le bureau principal. S. R. (1909), 7072. ^{chez le régis-}
^{trateur.}

5. Par le dépôt de la déclaration, la congrégation ^{Corporation}
représentée par les divers souscripteurs susmentionnés, ^{constituée.}
et toutes personnes ou corporations prenant une assu-

Nom. rance dans ladite compagnie, deviennent membres de la compagnie et forment une corporation sous le nom ainsi adopté.

Double de la déclaration transmis à l'inspecteur des assurances. Avant qu'aucune autre procédure soit faite ou qu'aucune affaire soit transigée, les directeurs transmettent à l'inspecteur des assurances le deuxième double de la déclaration, accompagné d'un état signé par eux constatant l'espèce et le caractère des risques qui seront garantis. S. R. (1909), 7073.

Devoir de l'inspecteur. 6. Au reçu de ce double de la déclaration et de l'état, l'inspecteur doit s'assurer si les procédures pour la constitution en corporation de cette compagnie ont été faites suivant la loi à cet égard. Il peut exiger qu'on lui délivre la déclaration sous serment de toute personne relativement à toute matière au sujet de laquelle il est chargé de s'enquérir. S. R. (1909), 7074.

Dispositions applicables. 7. Les dispositions de la Loi des assurances de Québec (chap. 243) s'appliquent, sauf incompatibilité, aux compagnies formées en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 7075.

Droits des assurés. 8. Toute congrégation s'assurant dans la compagnie en est membre, et le ministre titulaire et les marguilliers doivent signer le billet de dépôt. Ces congrégations peuvent exercer leurs droits de membres par l'entremise d'un délégué nommé par la procuration sous seing privé du ministre titulaire et des marguilliers. S. R. (1909), 7076.

Qualités requises des directeurs. 9. Tout directeur de la compagnie doit être un ministre titulaire ou un marguillier d'une congrégation s'assurant dans la compagnie, ou être porteur de la procuration d'une congrégation de la part de son ministre titulaire et de ses marguilliers. S. R. (1909), 7077.

Extension des affaires de la compagnie aux diocèses voisins. 10. Toute compagnie d'assurance mutuelle diocésaine contre le feu, organisée en vertu de la présente loi, peut faire des affaires dans les diocèses voisins au nombre de pas plus de cinq, en obtenant une approbation écrite des évêques de ces diocèses. S. R. (1909), 7078.